



Communiqué de presse

19 novembre 2013

Plutôt que l'immobilisme en bloquant Paris, osons le changement dans l'agriculture vers plus d'agro écologie

Dans un communiqué, la FRSEA Ile de France et les Jeunes Agriculteurs prévoient ce jeudi 21 novembre « des rassemblements sur tous les axes routiers menant à Paris pour faire entendre la voix d'une agriculture aujourd'hui sacrifiée ». Plutôt que de bloquer Paris et prendre les citoyens en otage, il faut se mobiliser pour changer le modèle agricole français vers l'agro-écologie dans l'intérêt de tous les agriculteurs et des citoyens. Il faut préserver les biens publics (sols, biodiversité, eau...) et assurer aux consommateurs des produits de qualité et de proximité, en repensant un modèle agro alimentaire différent.

* * *

Une PAC injuste? Oui mais pour qui?

Dans son communiqué, la FRSEA Ile de France et les Jeunes Agriculteurs annonce perdre 75 millions d'Euros pour l'économie agricole régionale. Mais combien leur en reste t-il et pour combien d'exploitations ? Combien de milliard d'Euros ont été perçus depuis le début de la PAC et quels en ont été les bénéfiques pour les contribuables européens et notamment français ? Les citoyens sont en droit à plus de transparence dans les aides publiques versées pour qu'elles bénéficient réellement à tous.

Vers une politique agricole plus citoyenne et plus équitable?

La France se hâte trop lentement vers une redistribution des aides entre exploitations. Elle a choisi une redistribution de 1 milliard vers l'élevage à rapporter aux presque 9 milliard de la PAC en France. Il y a bien eu continuité et non changement entre les gouvernements pour préserver une PAC « à la française ».

Que les principaux bénéficiaires arrêtent de se plaindre !

Tout le système agro alimentaire français repose sur le principe d'une collectivisation des externalités négatives (inégalités entre agriculteurs, pollution de l'eau, santé dégradée) et une privatisation des profits (rentes de situation des primes Pac, bénéfiques de l'agrochimie, de l'agro alimentaire et de la grande distribution, etc.).

L'avenir de l'agriculture et de l'économie agro-alimentaire est de l'intérêt général!

Choisissons la fiscalité préventive et dégressive pour aider les agriculteurs à se passer des engrais et des produits phytosanitaires, notamment sur des zones à enjeux environnementaux plutôt que de subventionner l'agrochimie et les industriels dépollueurs. Choisissons de soutenir la relocalisation des filières agricoles en favorisant des productions sous signe de qualité. Changeons de paradigme, avançons !

Contacts Presse **Stéphanie Pageot**, Présidente de la FNAB, tel. 06 76 41 81 26



Christian Pierre, céréalier bio en Ile-de-France et président du Groupement des agriculteurs bio d'Ile-de-France

(Propos recueillis le 19.11.2013)

Comment expliquez-vous cet appel à manifester des agriculteurs d'Ile de France ?

C.P : « Dans un contexte où les cours mondiaux sont favorables aux céréaliers et, en 2012, ils l'ont été comme jamais, il est normal de transférer les aides vers les éleveurs. Mais c'est une mesure liée à un contexte structurel très incertain, il ne faudrait pas inverser les choses si les cours venaient à retomber comme en 2009... c'est là un sujet complexe qui s'explique par la mondialisation totale des produits agricoles. Comment dès lors réguler un marché mondialisé par des aides nationales en fonction d'un contexte donné ? La question se pose de la durabilité de ce système d'aides priorisé en fonction de la situation des uns et des autres. Les agriculteurs conventionnels sont pris dans cette tourmente de la mondialisation des cours et des marchés agricoles sur lesquels plus personne n'a de prise. Après, l'excès de réaction peut s'avérer contre productif pour les causes qu'on défend. »

Que faut-il faire et qu'est-ce que peuvent faire les pouvoirs publics ?

C.P : « En bio, nous avons une autre vision des choses liée à l'organisation économique de nos filières. Je suis sur un marché de proximité puisque je vends mes céréales en France et elles sont transformées et consommées en France, ça n'a rien à voir avec ce marché mondial des céréales. Il faut envisager l'avenir à long terme et non en réponse à des effets de contexte, c'est ce que doivent faire les politiques. Nous cherchons nous à emmener les producteurs bio d'île de France, qui ne sont pas nombreux, sur un projet de filière très structurant jusqu'à aller envisager de créer un outil de type Société coopératif d'intérêt collectif (SCIC) pour collecter, transformer et commercialiser en Ile de France. Pourquoi faire cela ? Pour vivre complètement de notre filière et ne plus être dépendant des subventions publiques. Évidemment, ce raisonnement de construction de filière locale est aujourd'hui impossible ou très difficile pour des producteurs conventionnels qui vendent sur des marchés internationaux. »

Comment faire pour qu'il y ait plus de bio en Ile de France ?

C.P : « Je crois fondamentalement à la liberté individuelle. Je ne suis pas un prosélyte ni un intégriste. Du point de vue de la production, il faut faire avancer la bio par l'économique, éviter qu'elle ne s'industrialise pour connaître du coup le même contexte de mondialisation de ses produits. Il y a aussi une démarche de responsabilisation des consommateurs en faisant connaître ces enjeux économiques de territoires. Après, chacun est libre de manger ce qu'il veut et responsable de sa santé. Nous travaillons ardemment sur tous ces sujets au GAB Ile de France et avec nos partenaires publics et associatifs.»

>> GAB Ile de France : <http://www.bioiledefrance.fr/>